

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 11/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOBEGI - SOCIETE BEARNAISE DE GESTION INDUSTRIELLE

Pôle 4 - Avenue du Lac
RD 281
64150 Mourenx

Références : DREAL/2026D/1167
Code AIOT : 0005209347

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement SOBEGI - SOCIETE BEARNAISE DE GESTION INDUSTRIELLE implanté Lotissement Induslacq 64170 Lacq. L'inspection a été annoncée le 17/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à l'incident du 23 août 2025 qui a engendré une fuite de Sulfure d'hydrogène gazeux sans incidence notable à l'extérieur de la plate-forme.

A noter que cet incident intervient un peu plus d'un an après l'incident similaire du 18 juin 2024. La récurrence de ces événements a donc mené à une inspection détaillée des causes de ces incidents et des actions mises en place par le retour d'expérience.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOBEGI - SOCIETE BEARNAISE DE GESTION INDUSTRIELLE
- Lotissement Induslacq 64170 Lacq
- Code AIOT : 0005209347
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SOBEGI exploite sur la plate-forme Induslacq plusieurs installations dont :

- une centrale «utilités» (UTL) à destination de l'ensemble des lotis comprenant le prélèvement d'eau dans le Gave, l'exploitation d'un réseau d'eau incendie, la production d'eau déminéralisée, de vapeur, d'air comprimé ou d'azote
- une unité de traitement du gaz (UTG) provenant exclusivement du gisement de la concession minière de Lacq lui permettant d'extraire 3 à 5 tonnes par heure d'hydrogène sulfuré (H₂S) pour plusieurs clients du bassin de Lacq et du gaz traité en alimentation de ses chaudières et d'un client sur la plate-forme.

SOBEGI, du fait de l'exploitation de l'UTG, est classé Seveso seuil bas.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 07/04/2022, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de gestion de la sécurité (SGS)	Arrêté Préfectoral du 07/04/2022, article 8.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incident du 23 août 2025 a pour origine la même opération de maintenance que l'incident du 18 juin 2024. Des actions ont été prises par l'exploitant pour s'assurer qu'aucun nouvel incident similaire ne se reproduise et pour assurer une meilleure qualité des opérations de maintenance qui sont réalisées depuis.

Des précisions ont été demandées à l'exploitant sur les actions et les modes opératoires en place. De plus, l'inspection attend la transmission du permis de redémarrage de la section 600 qui n'a pas été transmis de manière formelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de gestion de la sécurité (SGS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2022, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité (SGS)
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité (SGS) applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs. Le système de gestion de la sécurité s'inscrit dans le système de gestion général de l'établissement. Il définit l'organisation, les fonctions des personnels, les procédures et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs et de réaliser les objectifs associés. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions de l'arrêté du 26 mai 2014 sus-visé. Il précise en particulier, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects de l'activité stipulés à l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014. L'exploitant affecte des moyens appropriés au système de gestion de la sécurité. Il veille à son bon fonctionnement.
Constats : L'exploitant dispose d'un SGS, référencé MM-HSEQ-RQI1 applicable aux installations exploitées par SOBEGI et susceptibles de générer des accidents majeurs. La dernière mise à jour du document date du 18 novembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2022, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : <u>Contexte :</u> Le samedi 23 août 2025, une fuite de H ₂ S s'est produite au niveau de l'échangeur E3630 au sein de l'Unité de Traitement des Gaz (UTG). La fuite identifiée par les détecteur H ₂ S alentours, a engendré l'arrêt de l'unité et sa décompression (avec torchage), le déclenchement de l'alerte de zone, l'évacuation des personnes présentes sur l'UTG et l'intervention des pompiers du SIS.

L'analyse post accidentelle a permis de conclure que 15 kg de H₂S ont été émis à l'atmosphère sur 100 secondes.

L'événement a été rapidement maîtrisé, notamment du fait de la décompression de l'UTG en 20 minutes et n'a pas fait de victime.

Le rapport d'incident du 03/09/2025 a été transmis à l'inspection. La perte de confinement à l'origine de la fuite de H₂S est liée un défaut de jointage localisé.

Cette fuite a la même origine que la fuite du 18/06/2024. En effet, ces 2 événements sont consécutifs au grand arrêt du printemps 2024 pendant lequel les opérations de maintenance de remplacement de joints ont été réalisées. Pour cette occasion, l'exploitant avait contractualisé avec un unique prestataire pour ses opérations de jointage, c'est donc le même sous-traitant qui a réalisé les travaux de maintenance ayant conduit à ces 2 incidents. En conséquence, ce sous-traitant s'est vu retirer son agrément lui permettant de réaliser de travaux sur le site SOBEGI et un litige a été ouvert en procédure civile.

Afin de s'assurer que cet incident ne se produise pas sur un autre joint, l'exploitant a réalisé des contrôles par tiers-experts sur l'installation, aucune anomalie majeure n'a été constatée mais 2 joints ont fait l'objet d'un renforcement par un Système d'Obturation de Fuite en Marche (SOFM) et 10 défauts mineurs ont été constatés.

A noter que la recherche des causes profondes par l'exploitant est ralentie ou bloquée par le litige en cours avec le sous-traitant.

Lors de l'inspection, les documents suivants ont été consultés :

- Système de Gestion de la Sécurité - MM-HSEQ-RQ-I1 du 18/11/2022,
- Mode opératoire Jointage des raccords d'étanchéité à brides - MO-DTC-MEM-0003 du 15/01/2025,
- Procédure générale Gestion de la maintenance préventive - PG-DTC-MEM-PREV-01 du 19/10/2015,
- Procédure générale Traitement des accidents, incidents et dysfonctionnements - PG-HSEQ-SMI-03 du 04/03/2020.

Et à l'issue de l'inspection, les documents suivants ont été transmis :

- Permis de démarrage du 21/05/2024 concernant une section restant à définir (le permis de démarrage post-grand arrêt 2024 sur la section 600 avait été demandé),
- Mode opératoire Démarrage après arrêt travaux - MO-UTG-EXP-0002 sur la section 600 du 28/05/2024.

Au regard de ces documents, l'inspection formule les remarques suivantes :

- les documents relatifs à la bonne réalisation des travaux réalisés sont à disposition chez le sous-traitant, l'exploitant ne dispose pas de copie ce point a été pris en compte par le retour d'expérience interne SOBEGI,
- les étiquetages des jointages ont une durée de vie très limitée, l'étiquette de l'incident du 18/06/2024 était encore lisible contrairement à celle de l'incident du 23/08/2025 qui a, en plus, été détériorée par la fuite.
- la réception de travaux de maintenance n'est pas encadrée par SOBEGI L'exploitant précise que ce point a été modifié par le retour d'expérience interne SOBEGI avec une validation du PV de serrage contrôlé par l'exploitant sans passage sur le terrain.
- la remise en service de l'installation après une période d'arrêt se fait de manière progressive avec des contrôles d'étanchéité intermédiaire (par l'intermédiaire de détecteur portatif lors de rondes spécifiques). Cette procédure n'a pas permis de détecter les fuites de H₂S émanant d'une

défaillance tardive.

- la partie test d'étanchéité 4 barg N₂ et inertage du mode opératoire de démarrage après travaux n'a pas été validée. De plus, certains éléments ont une note manuscrite "à faire" et il ne paraît pas évident de savoir s'ils ont bien été faits au final.
- la procédure générale Traitement des accidents, incidents et dysfonctionnements - PG-HSEQ-SMI-03 du 04/03/2020 est orientée dans le cadre d'un accident du travail. Bien que le point 4.5 prévoit une cotation pour des conséquences sur l'environnement humain et naturel, les incidents de type ICPE ne sont pas cotés. Le retour d'expérience n'a pas été fait selon cette procédure.
- l'opérateur de sous-traitance dans le cadre d'un jointage, ne dispose pas de fiche pratique "check-list » lui permettant de s'assurer que l'ensemble des contrôles/actions attendus est bien réalisé l'exploitant a précisé que ce point a été corrigé après l'incident du 18/06/2024 avec la création de la fiche constat de jointage et le procès-verbal de serrage contrôlé. Ces documents ont été transmis à l'inspection.
- le joint sur lequel est survenu la fuite du 23/08/2025 a un niveau de criticité 3 selon le 4.3 du mode opératoire jointage. A noter que l'évaluation de cette criticité a été mise en place par le retour d'expérience de la fuite du 18/06/2024.

Ainsi, le retour d'expérience interne SOBEGI a permis d'identifier des axes d'amélioration et de renforcement des actions permettant d'assurer une meilleure réalisation des opérations de maintenance. Les outils développés commencent à être mis en place et une grande vigilance devra être portée lors du prochain grand arrêt pour s'assurer de la suffisance de ces actions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra de manière formelle et sous 15 jours le permis de démarrage post-grand arrêt 2024 sur la section 600.

L'exploitant précisera :

- les actions mises en place, par sondage ou de manières systématiques, relatives à la réception des opérations de maintenance par SOBEGI permettant de s'assurer que l'opération en question a été réalisée dans les règles de l'art.
- les améliorations portées à la procédure de remise en service de l'installation après une période d'arrêt afin de mieux couvrir les défaillances possibles dans le temps.
- les éléments d'analyse relatifs à l'intérêt d'appliquer la procédure générale Traitement des accidents, incidents et dysfonctionnements - PG-HSEQ-SMI-03 du 04/03/2020 dans le cas d'un accident/incident ICPE, la procédure sera au besoin mise à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois